

## DÉCISION N° 2021-CEI-0006

Dossier n° 30659

Le 24 septembre 2021

**Argex Titanium Inc.** (l'« émetteur »)

### **INTERDICTION D'OPÉRATIONS** **En vertu de la législation en valeurs mobilières du** **Québec et de l'Ontario (la « législation »)**

#### **Contexte**

1. La présente décision est celle de l'Autorité des marchés financiers (l'« autorité principale ») et fait foi de celle de l'agent responsable ou de l'autorité en valeurs mobilières de l'Ontario (chacun étant un décideur).
2. L'émetteur n'a pas déposé les documents d'information périodique suivants prévus par la législation :
  - les états financiers annuels audités et le rapport de gestion annuel pour les exercices terminés le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020;
  - l'attestation des documents annuels pour les exercices terminés 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020;
  - le rapport financier intermédiaire non audité et le rapport de gestion intermédiaire pour les périodes intermédiaires terminées le 30 juin 2019, 30 septembre 2019, 31 mars 2020, 30 juin 2020, 30 septembre 2020, 31 mars 2021 et 30 juin 2021;
  - l'attestation des documents intermédiaires pour les périodes intermédiaires terminées le 30 juin 2019, 30 septembre 2019, 31 mars 2020, 30 juin 2020, 30 septembre 2020, 31 mars 2021 et 30 juin 2021.
3. En raison de cette décision, si l'émetteur est émetteur assujéti dans un territoire où s'applique le *Multilateral Instrument 11-103 Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*, une personne ne peut effectuer d'opérations sur un titre de l'émetteur dans ce territoire ni en acquérir, sauf aux conditions prévues par la présente décision, s'il y a lieu, tant que celle-ci est en vigueur.

Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, 3e étage  
Québec (Québec)  
G1V 5C1  
tél. : 418.525.0337

numéro sans frais : 877.525.0337  
télééc. : 418.525.9512

800, square Victoria, 22e étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec)  
H4Z 1G3  
tél. : 514.395.0337

numéro sans frais : 877.525.0337  
télééc. : 514.873.3090

4. En outre, la présente décision entre en vigueur automatiquement dans chaque territoire du Canada qui a une disposition législative sur la réciprocité automatique, sous réserve de la législation en valeurs mobilières locale.

### **Interprétation**

Les expressions définies dans la législation, dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*, dans le *Règlement 14-501Q sur les définitions* ou dans l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires* ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles reçoivent une autre définition.

### **Décision**

5. Chacun des décideurs estime que la décision respecte les critères prévus par la législation qui lui permet de la rendre.
6. Il est ordonné en vertu de la législation que toute activité en vue d'effectuer une opération sur valeurs cesse à l'égard de chaque titre de l'émetteur.
7. Malgré la présente décision, un porteur véritable de titres de l'émetteur qui n'est ou n'était pas, à la date de la présente décision, une personne participant au contrôle de l'émetteur ou un initié à son égard, peut vendre des titres de l'émetteur qu'il a acquis avant la date de la présente décision si les deux conditions suivantes sont remplies :
  - a) la vente est réalisée par l'entremise d'un « marché organisé réglementé étranger », au sens de l'article 1.1 des Règles universelles d'intégrité du marché de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières;
  - b) la vente est réalisée par l'entremise d'un courtier en placement inscrit dans un territoire du Canada conformément à la législation applicable en valeurs mobilières.

Marie-Claude Brunet-Ladrie  
Directrice de l'information continue  
LIA/ale